

## Lycées français à l'étranger: la mobilisation continue

A la veille du Comité Technique de l'AEFE (Agence Française de l'Enseignement à l'Étranger) du 7 février, la section du SE-Unsa Hors de France (Se-Unsa HdF) réaffirme sa désapprobation devant le sort réservé à l'opérateur public.

Au mois de juillet dernier, le gouvernement a ordonné une baisse drastique de 33 millions d'euros du budget de l'AEFE. En dehors d'affecter considérablement le fonctionnement des établissements qui voient leur participation financière passer de 6 à 9%, cette coupe budgétaire sévère se traduit par la suppression massive de postes enseignants détachés. Elle provoque également une augmentation non négligeable des frais de scolarité supportée par les seuls parents d'élèves et ce malgré les annonces qui ont été faites récemment.

C'est donc en signe de protestation qu'une deuxième mobilisation importante, après celle du 27 novembre, se profile aujourd'hui dans l'ensemble des établissements français de l'étranger (premier retour d'une très forte mobilisation en Italie, en Allemagne, en Espagne, au Maroc, en Tunisie, en Angleterre). Nos collègues ne sont pas dupes du futur qui semble se dessiner pour l'AEFE. Les déclarations du Président Macron, en visite en Afrique, sont très clairement annonciatrices d'une privatisation du réseau que l'ensemble des acteurs de la communauté éducative refuse.

Le Se-Unsa HdF dénonce le démantèlement programmé de ce réseau qui a toujours donné satisfaction, tant sur le plan pédagogique que sur le plan diplomatique, où son rôle et son influence ne sont plus à prouver.

Paris, le 6 février 2018

Patrice Menoud  
Secrétaire Général de la Section SE-Unsa Hors de France

Contact Presse: Djamel Souiah  
06 08 90 56 53